

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 février 2013

---

ELECTION DES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX, DES CONSEILLERS MUNICIPAUX,  
DES DÉLÉGUÉS COMMUNAUTAIRES ET MODIFICATION DU CALENDRIER  
ÉLECTORAL - (N° 701)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 68

présenté par

M. Decool, M. Le Fur, M. Fasquelle, M. Mariani, M. Straumann, M. Le Mèner, M. Tetart, M. Siré,  
M. Jean-Pierre Vigier, M. Suguenot, M. Moreau, M. Daubresse, M. Douillet, M. Darmanin,  
M. Chrétien, Mme Lacroute, M. Lazaro, M. Guy Geoffroy, M. Lamblin, M. Breton, M. Saddier,  
M. Le Ray, M. Teissier, Mme Grosskost et M. Gérard

-----

**ARTICLE 24**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet article modifie le calendrier électoral.

Mais quelles raisons valables d'intérêt général motivent le report des élections régionales ? Celles-ci auraient pu avoir lieu en 2014, dans la mesure où elles ne nécessitent pas de redécoupage ni un éventuel changement du mode de scrutin.

L'argument selon lequel personne ne se déplacerait pour les seules élections départementales ne tient pas.

Enfin, n'oublions pas que le résultat de ces élections locales, si celles-ci avaient bien lieu en 2014, auraient des conséquences sur le collège des grands électeurs, et donc sur les élections sénatoriales de septembre 2014. En modifiant le calendrier électoral et en reportant les régionales à 2015, le Gouvernement permet aux assemblées régionales élues en 2010 de voter deux fois aux sénatoriales. C'est une raison suffisante pour être fermement opposés à la modification du calendrier qui nous est proposée.

Au final, la seule logique que l'on comprend dans ces réformes, c'est celle de des projets électoraux du Gouvernement en place.

